



Le 20 mars 2020

Le très Honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa (Ont.) K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

Les aéroports du Canada apprécient les efforts sans relâche que vous et vos responsables avez déployés pour répondre à la COVID-19, de manière opportune et mesurée. Nos collègues de Transports Canada ont géré avec expertise le professionnalisme une situation en très rapide évolution.

Il est difficile de croire qu'il y a une semaine à peine, nous avons écrit au ministre des Transports pour informer le gouvernement du Canada des mesures prises par les aéroports canadiens pour assurer la sécurité des voyageurs et des employés face à la COVID-19. Nous avons également fourni des données préliminaires montrant les impacts économiques du virus en aval.

Quelle différence une semaine peut faire. Malheureusement, nous avons largement sous-estimé le rythme de l'évolution des événements et la forte baisse du trafic aérien intérieur et mondial que nous avons constatée la semaine dernière. Cette crise a très rapidement présenté des défis opérationnels et financiers qui dépassent de loin ce que les aéroports du Canada et nos partenaires de l'industrie ont vu après les événements du 11 septembre 2001.

Les aéroports du Canada sont maintenant confrontés à la triste réalité que de nombreuses parties du secteur de l'aviation pourraient fermer sans intervention ni soutien du gouvernement. Les prévisions révisées que nous avons reçues aujourd'hui sont encore pires que celles que nous avons annoncées en début de semaine. Avec des baisses de trafic de 55 à 71 p. cent au deuxième trimestre de 2020, les aéroports du Canada s'attendent maintenant à des pertes de 1,8 à 2,8 milliards de dollars. C'est une situation sans précédent et catastrophique pour notre secteur.

La préoccupation la plus pressante est la perte de revenus d'exploitation des aéroports attribuable aux annulations de vols et à la baisse fulgurante du trafic de passagers. Ces éléments ont eu un effet négatif sur les recettes provenant des redevances d'atterrissage et de terminal facturées aux transporteurs aériens, ainsi que sur les redevances en fonction du nombre de passagers. Les entreprises à l'aéroport, comme les commerces, les restaurants et les boutiques hors taxes, sont également gravement touchées. En plus de fournir des services aux voyageurs, elles constituent une importante source d'emplois locaux et de revenus pour les aéroports.

Les aéroports du Canada sont préoccupés par leur flux de trésorerie, parce qu'ils doivent maintenir le même niveau élevé de sécurité des opérations sur des revenus considérablement réduits. Les aéroports agissent rapidement pour réduire au maximum les coûts d'exploitation afin de relever ce défi sans précédent. Les aéroports réduisent ou suspendent également leurs programmes d'immobilisations jusqu'à ce que le trafic reprenne.

Entre temps, de nombreux coûts d'exploitation des aéroports liés à la sécurité, à l'entretien des pistes, aux mouvements d'aéronefs et aux services aux passagers sont fixes et ne peuvent être réduits proportionnellement à la réduction des volumes de trafic. En fait, avec l'augmentation des protocoles visant à contrôler la propagation de la COVID-19 dans les aéroports du pays, les coûts dans les aéroports canadiens ont augmenté au cours des dernières semaines.

Comment le gouvernement peut aider

Comme nous l'avons indiqué au ministre Garneau la semaine dernière, le gouvernement peut apporter un soutien financier de diverses façons. Dans les discussions avec les dirigeants de nos aéroports à l'échelle du pays, nous avons identifié les exemples suivants comme des moyens par lesquels le gouvernement pourrait être le plus utile. Ils se répartissent en deux grandes catégories : un soutien financier à court terme pour surmonter la période actuelle et les défis de trésorerie immédiats, et les initiatives de relance à plus long terme pour stimuler les voyages une fois la crise terminée.

Soutien financier

- **Soutien au loyer à court terme pour les aéroports** : Un soutien au loyer d'au moins un an, afin de permettre aux aéroports de redéployer ces fonds pour poursuivre leurs activités et soutenir leurs stratégies de relance. Un soutien au loyer est le mécanisme direct le plus rapide par lequel le gouvernement fédéral peut appuyer les aéroports du Réseau national des aéroports pour les aider à faire face à leur propre crise de trésorerie.

Même si l'aéroport Billy Bishop de Toronto ne paie pas de loyer foncier au gouvernement fédéral, il verse une redevance sur le revenu brut conformément à la *Loi maritime du Canada*. Dans le cas de cet aéroport, le soutien requis prendrait la forme d'une redevance sur les recettes brutes.

- **Soutien financier pour compenser la baisse des flux de trésorerie** – Les aéroports du Canada sont préoccupés par leur flux de trésorerie, parce qu'ils doivent maintenir le même niveau élevé de sécurité des opérations sur des revenus considérablement réduits. Même si l'allègement des loyers est une première étape essentielle, il n'aide pas les aéroports qui ne versent pas de loyer et ne permet pas non plus de faire face à l'augmentation des coûts encourus pour faire transiter les voyageurs internationaux par un plus petit nombre d'aéroports.

Cette situation menace de ralentir ou d'interrompre les projets d'investissement existants ou prévus, ce qui touche l'emploi dans les collectivités locales. Nous demandons au gouvernement de mettre en place un programme pour diriger de nouveaux fonds vers les aéroports afin de compenser la perte de revenus et l'augmentation des coûts, et de veiller à ce que les aéroports et les économies locales continuent d'être stimulés par les dépenses d'investissement.

- **Flexibilité réglementaire et financement** : La flexibilité pour modifier les délais de mise en œuvre serrés et un financement fédéral dédié pour aider les aéroports à se conformer aux récentes exigences réglementaires.
- Cela comprend de nouvelles réglementations sur l'accessibilité des aéroports qui imposent que certains investissements en immobilisations soient effectués d'ici juin 2020. Cela comprend également des règlements sur les aires de sécurité d'extrémité de piste (RESA) entrés en vigueur le 7 mars, qui auront un coût d'investissement important pour de nombreux aéroports (plus de 380 millions de dollars à l'échelle nationale, dont environ la moitié dans les aéroports accueillant moins de 3 millions de passagers).

Reprise

- **Renforcement du financement des infrastructures** : Afin de compenser les pertes de revenus et donner un coup de pouce à l'industrie une fois que les voyages auront repris, le financement des programmes fédéraux d'infrastructure

a été augmenté, notamment pour les transports en commun vers les aéroports et les liaisons ferroviaires régionales. Le champ d'application du Fonds national pour les corridors commerciaux (FNCC) devrait être élargi pour soutenir la circulation des personnes et des marchandises dans les avions de passagers, et le financement devrait être augmenté pour la sûreté et la sécurité des petits aéroports par le biais du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA).

- **Modernisation des frontières canadiennes et des voyages internationaux :** Soutien aux programmes et aux initiatives de modernisation des frontières, tels que l'autorisation de voyage électronique (AVE) 2.0, le transit sans visa et les initiatives de facilitation des frontières menées dans le cadre de la "Beyond Preclearance Coalition ». Le coût pour le gouvernement de mettre en œuvre ces initiatives est relativement faible, pourtant l'impact pourrait stimuler les voyages internationaux et la constance de revenus dans les aéroports.
- **Promotion du tourisme :** Augmentation des fonds alloués à Destination Canada pour promouvoir les voyages au niveau national et pour stimuler le tourisme international au Canada lorsque les voyages auront commencé à reprendre. De plus, les réformes des programmes de boutiques hors taxes, comme la possibilité d'acheter des produits hors taxes à l'arrivée au Canada à partir d'un vol international, permettraient aux aéroports canadiens de rapatrier les ventes des aéroports étrangers et d'aligner l'offre du Canada aux voyageurs internationaux sur celle des marchés de voyages concurrentiels dans d'autres parties du monde.

Les aéroports du Canada ont travaillé avec des partenaires des secteurs du transport aérien et du tourisme pour identifier d'autres initiatives qui pourraient apporter une aide à court terme maintenant et aider à stimuler la reprise à l'avenir. Tous les aéroports canadiens ayant des règles en matière de créneaux horaires ont rapidement accédé à la demande des transporteurs aériens de suspendre ces règles, ce qui a permis de soulager les compagnies aériennes d'un problème de coûts important.

Toutefois, les aéroports ne peuvent pas soutenir les demandes d'allègement des loyers des aéroports qui seraient exclusivement utilisés pour réduire les redevances aéronautiques, car les aéroports éprouvent leurs propres problèmes de trésorerie. Si les aéroports du Canada jouent un rôle important dans le soutien du trafic commercial de passagers, ils sont également des atouts nationaux, facilitant la livraison du fret, les soins médicaux, et donnant accès aux communautés nordiques et éloignées et soutenant les vols militaires.

Comme vous le savez, les aéroports du Canada permettent l'investissement étranger direct et le commerce international, et soutiennent le secteur du voyage et du tourisme de notre pays, qui représente 90 milliards de dollars et emploie quelque 1,7 million de Canadiens. Les aéroports fournissent des emplois à 194 000 travailleurs directs et versent environ 7 milliards de dollars en taxes aux paliers de gouvernements local, provincial et fédéral.

Monsieur le Premier ministre, les aéroports du Canada apprécient les efforts considérables que le gouvernement du Canada a déployés pour gérer cette crise mondiale de manière opportune et mesurée. Dans les jours à venir, nous allons contacter le ministre des Transports Garneau pour discuter de ce à quoi les aéroports vont devoir faire face dans les semaines et les mois à venir. En attendant, au nom des aéroports du Canada, nous vous remercions de votre dévouement en cette période difficile.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

La Présidente,



Joyce Carter

Le Vice-président



RJ Steenstra

CC.

- Honorable Marc Garneau, ministre des Transports
- Honorable Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales et présidente du Comité du ministériel sur la réponse fédérale à la maladie du coronavirus (COVID-19)
- Honorable Bill Morneau, ministre des Finances
- Honorable Navdeep Bains, ministre de l'Innovation, de la science et de l'Industrie
- Honorable Mélanie Joly, ministre du Développement économique et des Langues officielles